

La Région Ile-de-France finance les arabes de la banlieue de « Jérusalem-Est »

L'Île-de-France est la première collectivité française à avoir signé un accord de coopération décentralisée avec la partie arabe de Jérusalem. En contournant les autorités Israéliennes, La capitale Française approuve ainsi un accord sans précédent avec « Jérusalem Est ».

Le conseil régional d'Île-de-France a voté ce 28 septembre en faveur d'un accord de coopération décentralisée avec Jérusalem-Est, devenant ainsi la première collectivité locale française à coopérer avec la partie arabe de Jérusalem.

Cet accord devrait être signé au cours du mois d'octobre, par Jean-Paul Huchon, président de la Région, et le gouverneur de Jérusalem, qui gère Jérusalem-Est.

La Région Ile de France est la région française ayant la plus forte proportion de musulmans mais aussi de salafistes djihadistes et de mairies faisant citoyens d'honneurs les terroristes palestiniens.

Le Ministère des Affaires Étrangères d'Israël considère que l'accord reflète « un monde feint ».

La zone administrative la plus peuplée de la France, englobant Paris la capitale, a signé un accord de coopération avec le quartier palestinien de Jérusalem, les organisateurs de ce mouvement disent que cet accord est conçu pour envoyer « un message politique » de solidarité avec les Palestiniens et leurs aspirations pour une capitale future dans la ville.

Cet accord portera prioritairement sur l'éducation, la formation professionnelle, l'insertion et l'accompagnement à

la création d'entreprises ; la santé et l'action sociale ; la culture, ainsi que l'appui institutionnel. La Région consacrera 300.000 euros par an à cette coopération décentralisée. Il s'agit du 14e accord de ce type signé avec des autorités locales du monde entier.

M. Henri DE RAINCOURT, Ministre chargé de la Coopération, s'était rendu à Jérusalem et dans les Territoires palestiniens du 22 au 24 janvier 2012. M. Henri DE RAINCOURT avait ouvert les IIIèmes Assises de la Coopération décentralisée franco-palestinienne à Hébron en Judée aux côtés de M. Salam FAYYAD, Premier ministre palestinien, et de M. Michel DELEBARRE, Président des Cités Unies France (CUF). C'était la première fois que ces Assises se tenaient dans les Territoires palestiniens.

Voici quelques faits bons à rappeler.

-La France, par l'intermédiaire de ses différents intervenants, consacre 7M€ par an aux collectivités territoriales palestiniennes : 2 M€ sont mobilisés annuellement par les collectivités françaises pour financer des projets, et 5M€ par l'Etat, via l'Agence Française de Développement (AFD) **dirigée par Monsieur Dov ZERA membre du Consistoire de Paris et ex président du même consistoire.**

Au total, depuis la conférence internationale des donateurs pour l'Etat palestinien organisée à Paris en décembre 2007, la France a contribué au développement des Territoires palestiniens à hauteur de 260M€.

✘ En juin 2012, La France finançait un centre palestinien où l'on incite les enfants à tuer des Juifs.

L'Autorité palestinienne, la République française et d'autres pays ont financé le centre culturel palestinien Burj Luq Luq qui programme un spectacle de marionnettes pour les enfants qui incite à la haine et au meurtre des Juifs israéliens. On

explique aux enfants que les Juifs (pas les Israéliens) tuent les jeunes palestiniens et on explique aux enfants de remplacer les cigarettes par des armes.



✘ Juin 2012, Avec Fabius, la France verse dans les poches palestiniennes la coquette somme de 105 millions d'euros .

✘ Une filiale de France Télévisions s'est engagée à aider la télévision palestinienne à se professionnaliser et dynamiser sa propagande antijuive. La CFI, une filiale de France Télévisions avec l'accord du ministère des affaires étrangères, a accepté d'aider la PBC la télévision Palestinienne à se transformer en télévision publique. Une révolution pour cette chaîne fondée par le Fatah au milieu des années 1990 dans la foulée des accords d'Oslo et des dizaines d'attentats sanglants anti-israéliens.

✘ La France accorde en mars 2012, 10M€ aux palestiniens pour la construction d'une usine de dessalement dans la bande de Gaza.

-La France a voté en faveur de l'adhésion des Palestiniens à l'UNESCO alors que les Etats-Unis, l'Allemagne et le Canada avaient voté contre, tandis que l'Italie et le Royaume Uni se sont abstenus.

-5 millions d'euros ! C'est la coquette somme de la convention de financement que signait en septembre 2010 le Consul de France à Jérusalem, au profit de diverses ONG palestiniennes : beau jackpot à la grande roue du gaspillage des deniers publics et des contribuables français.

- Au moment où la France perdait son AAA, elle offre un cadeau d'1 million d'Euros à Gaza. Le Centre culturel Français connue pour ses activités anti Israéliennes abritera une antenne consulaire de France au centre-ville de Gaza sur l'avenue

Charles de Gaulle sur un terrain de 2000 mètres carrés.

Bien sur aucun média officiel ne vous montrera les somptueuses maisons de Ramallah et les voitures de luxe des dirigeants palestiniens.

La Charité business est la 1ere source de revenus du peuple inventé, les palestiniens. Suha Arafat, la veuve milliardaire en sait quelque chose. La corruption « palestinienne » ne fait réagir personne...

Sauf Jamal Abu Rihan, un blogueur palestinien, a passé 36 jours dans les geôles de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie parce qu'il réclamait sur Facebook la fin de la corruption.

Le Qatar et l'Arabie Saoudite financent les banlieues Françaises, la France elle finance les banlieues arabes hors de France au détriment des français vivant dans la misère.

Ces dictatures islamiques qui financent les courants salafistes et islamistes investissent dans nos banlieues et vont influencer la vie économique et sociale des quartiers les plus anti Français, avec l'appui du Gouvernement. Sous prétexte de multiculturalisme, de promotion sociale et de chance pour la France.

La France des lumières continue de nier les crimes d'honneur, la maltraitance des femmes, la peine de mort, la corruption, l'endoctrinement d'enfants à des activités criminelles, la persécution des chrétiens, la torture et le terrorisme comme faisant partie intégrante de la culture palestinienne.

Jusqu'à quand ? Quand le drapeau du Hamas flottera à l'Elysée...

Jean Vercors